

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 04/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 22/02/2024
Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Com. Agglomération St-Etienne Métropole
2 avenue Grüner
42000 Saint-Étienne

Références : UiD4243-DSSP-024-0101
Code AIOT : 0006111105

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2024 dans l'établissement Com. Agglomération St-Etienne Métropole implanté ZA. Les Flaches - 42330 Saint-Galmier. L'inspection a été annoncée le 15/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Com. Agglomération St-Etienne Métropole
- ZA. Les Flaches - 42330 Saint-Galmier
- Code AIOT : 0006111105
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

SAINT-ETIENNE métropole exploite, à la déchetterie de SAINT-GALMIER, deux installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques :

- 2710-1 (déchets dangereux), régime de la déclaration
- 2710-2 (déchets non dangereux), régime de l'enregistrement.

La gestion de cette exploitation est en partie sous-traitée à RDS.

Thèmes de l'inspection : Déchets, Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R511-9 Annexe (4)	Demande d'action corrective	3 mois
3	Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre VI – art – 43	Demande d'action corrective	3 mois
4	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre III – art – 32	Demande d'action corrective	1 mois
5	Valeur limite de rejet	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre III – art – 35	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réception des déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 7.2	Sans objet
6	Formation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art.26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de la déchetterie de SAINT-GALMIER est clos et propre. SAINT-ÉTIENNE Métropole (SEM) sous-traite en partie l'exploitation de ce site à l'entreprise RDS dans le cadre d'un marché de prestation. Malgré ce mode de fonctionnement, SAINT-ÉTIENNE Métropole doit être en mesure de maîtriser de manière exhaustive ses installations.

Le registre des déchets présenté ne comporte pas toutes les informations listées dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et ne fait pas figurer de manière exhaustive les sorties de déchets. L'exploitant doit maîtriser de manière exhaustive les sorties de déchets. Les plans et états des stocks doivent être affichés sur site et mis à jour.

Cela lui permettra également de statuer sur les quantités maximales de déchets présentes sur site et de se positionner au regard des seuils de la nomenclature ICPE afin de vérifier la régularité de sa situation administrative.

Les analyses d'eaux pluviales n'ont jamais été réalisées et l'exploitant doit y remédier au plus tôt afin de s'assurer de leur conformité ou bien entreprendre des actions correctives le cas échéant.

L'exploitant indique avoir réalisé l'entretien du séparateur d'hydrocarbures, le bordereau de suivi de déchet est incomplet pour pouvoir le confirmer.

Par ailleurs, l'inspection note la maîtrise de la procédure de réception des déchets et de la formation des agents pour le confinement des eaux d'extinction incendie. Les agents du site recueillent eux-mêmes les déchets diffus spécifiques et les huiles alimentaires.

Les remarques de l'inspection précédente (2019) ont bien été prises en considération. Un axe d'amélioration est à prévoir quant à l'utilisation des dispositifs mobiles de confinement des eaux d'extinction incendie acquis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire :

- Code de l'environnement du 01/01/2019, article R511-9Annexe (4)

- Article 3 de l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2

Thème(s) : Situation administrative, Seuils de la nomenclature

Prescription contrôlée :

A-NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Désignation de la rubrique

2710 : Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.

1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :

- a) Supérieure ou égale à 7 tonnes – A
- b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes - DC

2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant :

- a) Supérieur ou égal à 300 m³ - E
- b) Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³- DC

Article 3 de l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 [...]

Dossier « installation classée ».

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

[...]

- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;

[...]

- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;

- le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;

- le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;

- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;

- le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;

- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;

- les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;

- les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ;

- les consignes d'exploitation ;

- le registre de sortie des déchets ;

- le plan des réseaux de collecte des effluents.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

SAINT-ÉTIENNE Métropole (SEM) soutraite en partie l'exploitation de la déchetterie de SAINT-GALMIER à RDS. Les agents assurant le fonctionnement du site sont notamment en contrat avec ce prestataire.

Certaines filières sont gérées par RDS : déchets verts, inertes, bois, plâtre, DDS hors REP, amiante lié, huiles de vidanges.

D'autres filières sont gérées par SEM : tout venant, ferrailles, papiers, verre, carton.

SEM indique ne pas avoir la main sur les filières dites REP (Responsabilité Élargie des Producteurs).

Pour chacune de ces entités, il existe un mode opératoire de gestion différente et SEM n'a pas présenté de registre complet le jour de l'inspection.

Aussi, l'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modification des quantités de déchets traités mais n'est pas en mesure de fournir les justificatifs afférents de manière exhaustive.

L'inspection précise à SEM que malgré le mode de gestion choisi, en partie par SEM et en partie par le prestataire RDS, la responsabilité du suivi des déchets lui revient.

L'état des stocks n'est pas formalisé ce qui ne permet pas de préciser le volume maximal susceptible d'être présent sur le site concernant les déchets non dangereux.

Par ailleurs, l'exploitant indique avoir déjà réalisé un plan du local de déchets dangereux mais ce dernier ne figure pas sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- Se procurer un registre de déchet complet, à jour, de toutes les sorties de déchets, même s'il est en plusieurs parties ;
- Établir un registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;
- Afficher le plan de localisation des risques à jour sur le site (avec notamment, tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation) ;
- Dresser un bilan des quantités de déchets évacués de manière exhaustive et confirmer le régime ICPE auquel les installations sont soumises au regard de la rubrique 2710 (déchets dangereux et non dangereux).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Réception des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets dangereux
Prescription contrôlée : À l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol. Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles). Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké. [...]
Constats : La réception des déchets s'effectue selon les étapes suivantes : accueil des usagers au poste d'entrée pour indiquer les destinations des apports et circulation à sens unique selon une boucle. SEM (SAINT-ÉTIENNE Métropole) indique qu'un système d'acceptation informatisé sera en mis en place à partir de septembre 2024. Ceci afin d'identifier dans un premier temps le nombre d'usagers et leur lieu de résidence. La déchetterie ne dispose pas de pont bascule. Aussi, l'exploitant indique que pour déterminer les quantités évacuées, des estimations sont réalisées puis le poids est indiqué à réception vers le lieu de destination. Les particuliers n'accèdent pas au local de déchets dangereux. Les agents du site disposent des bacs de récupération des DDS (déchets diffus spécifiques) devant le local fermé. Les agents du site se chargent de leur répartition dans les bacs appropriés. La borne à huile alimentaire (fût) est à l'abri des intempéries, dans le local DDS. Ce sont les agents qui la remplissent au fur et à mesure des apports. La borne à huile de vidange est une cuve double peau munie d'une jauge qui indique lorsque le niveau maximal va être atteint. Elle est à l'abri des intempéries, sur une surface bétonnée. L'exploitant indique que les égouttures présentes sont régulièrement nettoyées par les agents. Elles sont dues au déversement des huiles de vidange lors des apports volontaires par les particuliers. Un absorbant est disponible dans le local technique. La zone de dépôt d'amiante est identifiée. L'agent de la déchetterie indique que ces déchets sont déposés emballés par les usagers. De manière générale, les classes de déchets sont identifiées par des affichages.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre VI – art – 43
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Prescription contrôlée : Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts

visés aux titres Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.

I. Registre des déchets sortants.

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- le nom et l'adresse du destinataire ;
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature défini à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.

Constats :

SEM n'a pas présenté de registre complet le jour de l'inspection.

L'inspection indique que le registre correspondant aux filières gérées par RDS ne contient pas toutes les informations listées dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant maîtrise les sorties de déchets et laisse à disposition de l'inspection le ou les registres déchets permettant de les tracer de manière exhaustive.

Le ou les registres doivent comporter toutes les informations listées dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre III – art – 32
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de rétention des eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, [...] Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs/séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : SEM présente le plan des réseaux de collecte des effluents. La rétention prévue pour la récupération des eaux d'incendie a été récolée lors de l'inspection de 2019. Sur la suggestion de l'inspection, des dispositifs de confinement mobiles ont été achetés. SEM indique avoir réalisé l'entretien du séparateur d'hydrocarbures et fourni deux bordereaux de suivi de déchet (BSD) regroupant les déchetteries à la charge de SEM (12 sans compter celle de Lorette). Les quantités de boues (13 05 07*) curées sont de 5,28 t et 8,48 t. Cependant ce BSD ne présente pas le lieu de la déchetterie de SAINT-GALMIER (absence de l'annexe ou de rapport de tournée de curage). Le BSD n'est pas recevable en l'état car rien n'indique qu'il s'agit des boues de curage du séparateur de la déchetterie de SAINT-GALMIER.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir un bordereau de suivi de déchet complet, indiquant le lieu en annexe ou dans un rapport de tournée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Valeur limite de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre III – art – 35
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de pollution dans les effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C ;</p> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l.</p> <p><i>Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</i></p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : - matières en suspension : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; - DBO5 : 100 mg/l.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain. - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOX : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, SEM indique que les analyses d'eaux pluviales n'ont jamais été réalisées. Cependant, SEM fournit en aval de la visite, un rapport dont le prélèvement est daté du 02/10/2019.</p> <p>Les paramètres indice phénols, chrome hexavalent, cyanures totaux, AOX, arsenic, métaux totaux n'ont pas été analysés et l'inspection relève une non-conformité : le pH atteint 8,6.</p> <p>Par ailleurs le rapport indique « DBO5 : Résultats émis avec réserves car saisie en dehors des spécifications de la méthode. »</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Après avoir défini le type de rejet (milieu naturel ou station d'assainissement collectif), réaliser le plus rapidement les analyses des paramètres prévus dans l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 (chapitre III article 35) sur les rejets d'eaux pluviales. - Transmettre les résultats ainsi que leurs interprétations à l'inspection. - Réaliser un programme de suivi des effluents régulier (à minima annuel).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art.26
Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée. L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment : <ul style="list-style-type: none">- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier ;- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;- les déchets et les filières de gestion des déchets ;- les moyens de protection et de prévention ;- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;- les formalités administratives et contrôles à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.
Constats : Lors de l'inspection de 2019, l'exploitant a dit qu'il indiquerait le sens d'obturation des vannes. Le sens d'obturation des vannes est précisé sur une procédure affichée dans le local technique, connue de l'agent du site présent lors de la visite. Aucun programme de formation n'est formalisé mais deux agents de SEM se chargent, à l'occasion de tournée hebdomadaire, de vérifier ces points "environnement". L'inspection a suggéré en 2019 la possibilité de laisser à l'entrée des dispositifs de confinement mobiles. La déchetterie est désormais pourvue de ces dispositifs mais leur utilisation n'est pas maîtrisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un axe d'amélioration est à prévoir concernant l'établissement d'un programme de formation pour l'ensemble des dispositifs du site.
Type de suites proposées : Sans suite